

# Echanges Méditerranéens

## actualités



Echanges Med

N°26 – Janvier 2014

Site internet de l'association : <http://aem.portail-gref.org/>



## EDITORIAL

Jean Jaujay, Président d'Echanges Med

### Dans ce numéro

- ▶▶ Editorial
- ▶▶ Echos et nouvelles XIII<sup>e</sup> Rencontres
- ▶▶ Déclaration d'Antalya
- ▶▶ 3<sup>ème</sup> Conférence internationale sur l'eau – Alger
- ▶▶ Quels outils pour une économie verte dans le monde de l'eau ?
- ▶▶ Gestion durable des ressources en eau du bassin versant de Gareat El Tarf.
- ▶▶ Brèves
- ▶▶ Service de relecture, mode d'emploi
- ▶▶ Bulletin d'adhésion 2014

L'année 2013 est achevée avec ses petits et grands bonheurs, ses joies personnelles et familiales, ses événements médiatiques souvent graves, parfois dramatiques, dans notre région méditerranéenne mais pas seulement ! Tous ces événements vont entrer dans notre histoire personnelle et dans l'Histoire tout court.

Une nouvelle année s'ouvre à nous pleine de potentiels et d'espérances ; bien sûr comme déjà exprimé dans le courriel traditionnel de vœux envoyé, nous souhaitons à chacun et aux siens une belle année de joies et de bonheurs. Mais nous ne saurions passer sous silence les violences quotidiennes qui frappent les hommes et les femmes de plusieurs pays de notre région, violence des conflits armés, des attentats, des querelles politiciennes, de la peur quotidienne pour certains. A l'exemple des plus hautes autorités spirituelles qui s'expriment en ce début d'année, il faut appeler de nos vœux la Paix, la paix des armes, la paix civile, la paix des cœurs.

Quant à nous, nous espérons que les XIII<sup>ème</sup> Rencontres de l'association seront une contribution aux échanges, aux partages dans le respect des personnes sur un thème qui est une composante du développement : « *produits de terroirs, signes de qualité et développement des territoires* ». Il se tient dans un pays emblématique, le Liban, où nos collègues œuvrent à la préparation matérielle et logistique du Colloque et des visites qui le complètent. Il nous appartient par une participation engagée de faire de cet événement une réussite certes pour les participants et intervenants, attendus nombreux et venant de toutes les vice-présidences, mais aussi pour l'avenir de l'association.

Cet avenir est entre les mains des jeunes professionnels qui nous rejoignent - certainement encore trop peu nombreux – mais l'initiative proposée aux étudiants d'un service bénévole de relecture de leurs travaux est une contribution dans ce sens. Un an après ce lancement et sur la base des premières réalisations, la présente lettre en redonne le « *mode d'emploi* ». Nous sommes tous invités à diffuser cette information le plus largement possible. Dans la même veine, l'ouverture aux réseaux sociaux, pilotée par notre jeune rédacteur en chef, est également porteuse d'avenir.

Aussi, le dernier souhait que je formule, en conclusion, pour notre association, est que les démarches entreprises pour rajeunir nos membres portent leurs fruits en 2014 et qu'en particulier cela se traduise par un renouvellement au niveau des membres mandataires sociaux du bureau.

**Bonne année 2014 à tous et au plaisir de vous retrouver nombreux aux XIII<sup>ème</sup> Rencontres !**

## Echos et Nouvelles « XIII<sup>ème</sup> Rencontres »

**André Barbaroux**

Comme nous l'annonçons dans le dernier numéro de notre Lettre périodique (N° 25 de novembre 2013) un appel à communications a été lancé par le Secrétariat adressé à toutes les Vice-présidences et à leurs membres afin qu'il soit diffusé aux organismes publics ou privés, professionnels et acteurs de terrain de chacun de leurs pays engagés dans une démarche d'indication d'origine.

Avec les adaptations jugées localement nécessaires, cet appel doit permettre de trouver des intervenants au colloque de Beyrouth dont les projets de communication doivent s'inscrire dans l'une des quatre entrées de réflexion retenues pour illustrer le thème « *produits du terroir, indication d'origine et développement des territoires dans le bassin méditerranéen* » et ordonner les débats qui se dérouleront sur deux demi-journées. Ces sous-thèmes dont l'objectif global est de favoriser les échanges d'expériences concrètes, réussies ou avortées, et de contribuer ainsi à la réflexion commune, portent sur :

- la dimension locale des initiatives, comment les professionnels se mobilisent, comment se dégage un consensus et une discipline collective ;
- le jeu des différents acteurs, tant publics que privés pour structurer et assurer le contrôle des règles ;
- l'appréciation des résultats macro et micro-économiques ;
- l'existence d'obstacles et de limites à une telle politique.

Il est essentiel que le point de vue de représentants (professionnels, représentants de professionnels, associations, vulgarisateurs, membres d'organisations publiques, scientifiques.....) le plus large possible des différents pays du bassin méditerranéen puisse ainsi témoigner de la diversité des expériences, de leur état d'avancement, des voies de développement et des procédures choisies ainsi que de la diversité des produits – agroalimentaires ou non - concernés. C'est cette préoccupation d'illustration la plus variée possible des situations et des contextes existants qui a guidé la composition du comité scientifique.

Il reviendra à ce comité d'évaluer les communications présentées et de les répartir selon les tables de discussion lorsque le choix n'en aura pas été fait. Par ailleurs, toutes les communications retenues par le Comité scientifique seront publiées dans les actes des Rencontres, qu'elles aient ou non fait l'objet d'une présentation orale.

### Composition du comité :

Présidente : **Nahla Hwalla**, doyenne de la Faculté d'agriculture et des sciences alimentaires de l'université américaine de Beyrouth ;

Vice-président : **Riad Fouad SAADÉ**, directeur général du Centre de recherches et d'études agricoles du Liban, vice-président EM pour le LIBAN.

Secrétaire : **Cairol Dominique**, EM. France

Membres :

**Barbaroux André**, vice-président EM France

**Barjol Jean-Louis**, conseil oléicole international, Madrid, Espagne.

**Bennis Abdelhadi**, Association Ribat Al Fath pour le développement durable. Rabat. Maroc

**Bessaoud Omar**, expert, IAMM, Montpellier, France

**Solano David**, vice-président EM, Espagne

**Dolé Vincent** : expert, IAMM, Montpellier, France

**Hamdane Abdalkader**, Ministère de l'agriculture, Tunis, Tunisie

**Lahcen Kenny**, Institut agronomique et vétérinaire Hassan 2 Maroc

**Lazarev Grigori**, consultant international indépendant.

**Loussert Raymond**, Association pour la lutte contre l'érosion et la sécheresse et la désertification, Casablanca, Maroc

**Zouini Derradji**, professeur, Université d'Annaba. Algérie

Les premières manifestations d'intentions ont commencé à parvenir au secrétariat, on peut donc espérer que la moisson sera bonne et surtout assurera une participation qui permette l'expression d'expériences et de réflexions sur l'ensemble du bassin méditerranéen.

## « Déclaration d'Antalya »

Alain Le Jan

En matière de promotion des produits alimentaires de terroir, nous avons appelé l'attention dans notre précédente lettre (n° 25 novembre 2013) sur les travaux entrepris depuis plusieurs années par le CIHEAM-Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (<http://www.iamm.fr/>) avec, en particulier, l'**Université Akdeniz d'Antalya** (Turquie) ; <http://www.akdeniz.edu.tr/>

Pour marquer une étape dans la réflexion, la Déclaration d'Antalya a été promulguée en 2008 lors du premier séminaire international sur les produits de terroir, les indications géographiques et le développement durable des pays méditerranéens.

### « Déclaration d'Antalya »

(le texte intégral de la déclaration est donné ci-dessous

[http://www.iamme.fr/ressources/opac.css/doc\\_num.php?explnum\\_id=427](http://www.iamme.fr/ressources/opac.css/doc_num.php?explnum_id=427).

NB : les caractères gras ont été ajoutés pour rendre la lecture plus aisée)

« A l'occasion du 15ème anniversaire de la fondation de la Faculté des sciences économiques et administratives de l'Université Akdeniz d'Antalya, et dans le prolongement des travaux de recherche et des programmes de coopération internationale menés depuis plusieurs années, l'Université Akdeniz et le CIHEAM-IAMM ont organisé **un séminaire international portant sur les produits du terroir, les indications géographiques et le développement local durable des pays méditerranéens** » du 24 au 26 avril 2008 à Antalya (Turquie). Cette rencontre a rassemblé une centaine de participants d'une dizaine de pays de l'Europe et de la Méditerranée en présence de membres invités de plusieurs organisations internationales et nationales.

« **Le rôle central de l'agriculture et de l'alimentation dans un monde globalisé** a été rappelé par les ministres de l'Agriculture des pays membres du CIHEAM lors de leur 7ème réunion tenue à Saragosse (Espagne) le 4 février 2008. Ils ont notamment recommandé de renforcer les coopérations sur **les enjeux liés à la qualité des produits agricoles et halieutiques méditerranéens au service d'un développement durable**.

Considérant que **les agricultures méditerranéennes doivent faire face à des défis globaux de plus en plus complexes** (évolutions démographiques, changement climatique, hausse du prix des matières premières) et rappelant les attentes des consommateurs quant à la qualité des aliments sécurisés en particulier par une bonne traçabilité ;

Observant que les pays méditerranéens, pourtant riches de savoir-faire agricoles, de patrimoines alimentaires et de biodiversité, sont aujourd'hui confrontés à des **pressions environnementales majeures et à des difficultés multiples en matière de sécurité des approvisionnements et de préservation des cultures alimentaires méditerranéennes** ;

Les participants affirment que **les démarches d'indication géographique peuvent avoir un effet de levier pour le développement en Méditerranée**. Ils recommandent de les utiliser pour des **stratégies alternatives fondées sur les terroirs combinant des ressources naturelles et des savoir-faire**.

Ils estiment que cette synergie territoriale harmonieuse doit être renforcée dans le cadre de la **coopération agricole et alimentaire euro-méditerranéenne**.

Ils recommandent qu'une **politique coordonnée d'appui au développement durable de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'espace rural**, fondée sur un dispositif mutualisé de signalisation : « les Terroirs de la Méditerranée », soit mise en place.

**Cette stratégie de distinction a pour objectif de promouvoir pour la Méditerranée :**

- **la production et la consommation de biens et de services de qualité, ancrés dans les terroirs méditerranéens et tracés ainsi que leur développement sur les marchés internationaux,**
- **la préservation, l'accroissement et le partage équitable de la valeur,**
  - **la valorisation et la transmission des patrimoines,**
  - **la protection des ressources et le maintien de la biodiversité,**
  - **des mécanismes de gouvernance participative.**

**Dans cette perspective, un effort particulier doit être accordé à :**

- la mise en place d'outils de différenciation et de promotion des biens et services par l'origine géographique,
- la constitution d'une base de données dynamique sur les indications géographiques de Méditerranée,
- le renforcement des capacités d'organisation des producteurs et des circuits commerciaux,
- la définition et la réalisation de programmes de recherche et de formation innovants organisés en réseaux,
- l'information et l'éducation des consommateurs en vue de promouvoir le patrimoine culinaire méditerranéen,
- des actions auprès des instances gouvernementales et professionnelles pour promouvoir l'initiative « Terroirs de la Méditerranée »,
- la création d'un dispositif de suivi de la mise en œuvre des propositions de cette déclaration ».

Cette déclaration a constitué le socle, deux années plus tard, du Deuxième séminaire international d'Antalya des 16-19 décembre 2010, qui a fait l'objet d'une publication <http://om.ciheam.org/om/pdf/a104/a104.pdf>



Académie de l'Eau

## 3<sup>ème</sup> Conférence internationale sur l'eau Alger Les 18 et 19 novembre 2013



**Jean-Louis Olivier,**  
*Secrétaire général de l'Académie de l'Eau,*  
*Administrateur de l'UISF*

### Rappel

L'Union internationale des ingénieurs et des scientifiques francophones (UISF) est une ONG domiciliée au siège de l'UNESCO à Paris. Elle bénéficie du précieux appui de cette grande institution multilatérale spécialisée dans le vaste domaine de la Science, de l'Education et de la Culture.

L'UISF mène ainsi différentes opérations de coopération au Maghreb, en Afrique subsaharienne et au Proche Orient, notamment au Liban. Avec divers partenaires du Maghreb, l'UISF collabore sur le thème stratégique « *Education, science et technologie pour le développement au Maghreb* ».

Après Tunis (2010), Rabat (2011), la Conférence d'Alger (2013) clôt un premier cycle de conférences : « *Science et technologie pour le développement au Maghreb* ». Ce cycle comprenait :

- Le colloque « *Conservation du patrimoine bâti* », le 15 juin 2012, organisé par l'Université de Tlemcen.
- Le colloque « *Modélisation en hydraulique et environnement* », les 7 et 8 novembre 2013, organisé par l'École Hassania de travaux publics, EHTP de Casablanca.
- La conférence « *Ingénierie géotechnique* », les 18 et 19 novembre 2013, organisée par le Département génie civil de l'Université USTHB d'Alger
- La présente Conférence internationale sur l'eau, organisée par l'École polytechnique d'Alger.

Elle a été ouverte par M. le ministre des Ressources en eau et a rassemblé plus de 200 participants, en provenance principalement d'Algérie, mais aussi du Maroc, de la Tunisie et de la Mauritanie.

### Préambule

L'UISF se réjouit de coopérer avec l'École nationale polytechnique d'Alger et son Laboratoire de recherches des sciences de l'eau, présidée par le professeur **Ahmed Kettab** et de participer activement à cette 3<sup>ème</sup> Conférence internationale sur l'eau. En effet, elle attache une grande importance au problème de l'eau, car celui-ci conditionne toute forme de développement d'ordre économique, social et environnemental.

Cela est particulièrement vrai dans le bassin méditerranéen, au climat souvent aride ou semi-aride, où la répartition de l'eau est très variable et même parfois contrastée, dans l'espace et dans le temps, selon les années et selon les saisons.

Le problème de l'eau y est renforcé par la pression démographique, la croissance urbaine et le développement de l'agriculture, de l'industrie et des services. On y reviendra davantage dans l'exposé sur « *l'eau et croissance ou économie vertes* ».

Dans ce contexte, l'UISF a suscité un rapprochement entre l'Académie de l'eau, la Société hydrotechnique de France (SHF) et l'Institut méditerranéen de l'eau (IME), pour œuvrer ensemble de façon plus efficace.

Un autre rapprochement est également en cours avec l'UNESCO et le Programme hydrologique international.

## Résumé

Cette 3ème Conférence internationale sur l'eau s'est inscrite dans la lignée des deux précédentes, en développant les échanges de connaissances, les partages d'expériences professionnelles et les débats entre communautés d'universitaires, enseignants ou chercheurs, les décideurs et les gestionnaires, sur des problématiques d'actualité et d'avenir.

Les différentes sessions tenues durant ces deux journées ont principalement porté sur les thèmes suivants :

- la gestion intégrée des ressources en eau,
- la gouvernance de l'eau,
- l'accès et la tarification de l'eau potable,
- la gestion des eaux pluviales,
- l'assainissement urbain, avec collecte, traitement et réutilisation des eaux épurées,
- les incidences du changement climatique.

Les présentations ont ainsi été fort nombreuses et très diversifiées. L'Académie de l'eau y a effectué une communication, lors de la première matinée, sur le thème « *Economie verte et gestion de l'eau* ».

Dans chacune des sessions, il y a eu de multiples questions et réponses débattues, de façon animée, entre la salle et les conférenciers.

## Suites envisagées

Dans le cadre du programme pluriannuel d'action « *Education, science et technologie pour le développement au Maghreb* » mené par l'UISF sous le patronage de l'UNESCO et en collaboration avec divers partenaires, cette 3ème Conférence internationale sur l'eau a permis d'envisager un certain nombre de suites d'intérêt général, à savoir :

- Constituer un réseau d'universitaires et de chercheurs impliqués dans le domaine de l'eau au Maghreb, avec l'appui de l'UNESCO, de l'UATI/UISF, et de leurs partenaires, notamment l'Académie de l'eau, la Société hydrotechnique de France (SHF) et l'Institut méditerranéen de l'eau (IME),
- Tenir régulièrement, chaque fois dans un pays différent, des rencontres scientifiques d'échange et de partage d'expérience dans la gestion des ressources et des usages de l'eau en Méditerranée,
- Entre ces rencontres régulières, tisser et développer les relations électroniques, et créer par exemple une plateforme internet, avec un site thématique interactif spécifique,
- Présenter une communication commune et/ou un événement parallèle dans le cadre de la session régionale « *Méditerranée* » du prochain Forum mondial de l'eau prévu à Daegu, en Corée, au printemps 2015.

## Quels outils pour une économie verte dans le monde de l'eau ?

*Claire-Marine Goriaux-Perais*  
Académie de l'eau

L'économie verte est un concept qui s'est imposé progressivement dans les agendas nationaux et internationaux. Elle désigne une vision du développement plus sobre en consommation d'énergie et de ressources naturelles, plus efficace mais aussi plus soucieuse des aspects humains et sociaux. L'eau, par son universalité, est indispensable à la vie et aux activités économiques. Mais comment l'économie verte et l'eau peuvent-elles se conjuguer pour définir un nouveau paradigme de développement s'appuyant sur la connaissance scientifique, l'innovation, le plein emploi, qui respecte la finitude des ressources naturelles et intègre les aspirations culturelles et éthiques des sociétés ? Tel était le thème du colloque organisé le 17 octobre dernier par l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et l'Académie de l'eau.

Cette réflexion avait été initiée lors du 6ème Forum mondial de l'eau à Marseille en mars 2012. L'Agence de l'eau RMC et l'Académie de l'eau ont réuni leurs compétences pour faire le point des rapports entre économie verte et eau.



De droite à gauche : **Laurent Bouvier**, directeur adjoint de l'Agence de l'eau RMC, **Marc-Antoine Martin** de l'Académie de l'eau, **Thierry Rieu** d'AgroParisTech, **Pierre-Frédéric Ténier-Buchot** de l'Académie de l'eau, **Serge Lepeltier** président du Comité de bassin Loire-Bretagne et **Philippe Guettier**, directeur général du Partenariat français pour l'eau.

Pour l'Agence de l'eau RMC, ces rapports sont au cœur de sa stratégie de gestion de l'eau dans les territoires. Pour l'Académie de l'eau, ils sont un axe fort de réflexion conduite actuellement avec l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) et le Partenariat français pour l'eau (PFE) avec l'appui des étudiants de Sciences Po Paris.

Plus globalement, cette démarche de l'Agence de l'eau RMC et de l'Académie de l'eau s'inscrit dans le processus de construction d'une pensée spécifique sur l'économie verte appliquée aux domaines de l'eau avec, en toile de fond, les grands rendez-vous nationaux et internationaux parmi lesquels le 7ème Forum mondial de l'eau en mars 2015, la Conférence des parties de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques en décembre 2015, ainsi que l'élaboration des nouveaux Objectifs de développement durable des Nations unies suite aux décisions de Rio + 20.

### Un thème novateur et fédérateur

Le séminaire introduit par **Laurent Bouvier**, directeur général adjoint de l'Agence de l'eau RMC et par **Jean-Louis Oliver**, secrétaire général de l'Académie de l'eau, s'est déroulé dans les locaux de l'Agence de l'eau RMC.

Il a réuni plus d'une soixantaine de chercheurs, économistes, gestionnaires, élus, entrepreneurs, ONG, étudiants. Il a également mobilisé des nombreuses personnalités parmi lesquelles **Serge Lepeltier**, ancien ministre de l'Ecologie, président du Comité de bassin Loire-Bretagne, **Bernard Chevassus**, inspecteur général de l'agriculture, membre du CGAAER, **Didier Haegel**, président de l'UIE, **François Lacroix**, directeur général adjoint de l'ONEMA, **Philippe Puydarrieux** du CGDD, **Yann Laurans**, chercheur associé de l'Iddri ou encore **Jean-Luc Redaud** de l'association 4D, du PFE et de l'Académie de l'eau. A noter également les contributions de - **Pierre-Frédéric Tenière-Buchot**, administrateur de l'Académie de l'eau, vice-président de PSEau, de **Philippe Guettier**, directeur général du Partenariat français pour l'eau, de **Daniel Loudière**, président de la Société hydrotechnique de France et de **Marc-Antoine Martin**, administrateur de l'Académie de l'eau et du Fonds d'adaptation.

Les interventions suivies de débats ont permis de faire le point sur l'innovation portée par les gestionnaires de terrain (Agences de l'eau et ONEMA) et sur les filières stratégiques de l'économie verte, en particulier la filière eau. Les débats ont également porté sur l'utilisation du calcul économique par les acteurs de la décision et ses perspectives pour la croissance verte, sur l'évaluation française des écosystèmes et des services écosystémiques (projet EFESE). Ont également été abordés les dynamiques de l'action et de l'inaction dans les stratégies de l'eau en France, les défis de la transition vers l'économie verte dans les pays de l'OCDE, les stratégies mondiales de sobriété de l'eau et la préparation du 7ème Forum mondial de l'eau.

### Un défi qui reste à relever

Parmi les points qui font consensus, l'importance fondamentale de l'eau pour le développement économique et social, aussi stratégique que l'énergie et les hydrocarbures. « *L'eau est indissociable de l'économie verte, du développement durable, notamment dans ses dimensions environnementales et sociales que l'on retrouve dans le concept d'économie circulaire ou plus global, d'économie positive* », a ainsi souligné **Serge Lepeltier**. « *Il convient sans doute de mieux faire entendre dans les débats nationaux, européens et internationaux, la dimension cardinale de l'eau. Pour que les entreprises intègrent les dimensions environnementales et sociales dans leurs stratégies de développement et de rentabilité, il importe que les politiques publiques à travers les commandes et les marchés publics soient plus lisibles en faveur des aspects environnementaux et sociétaux, donnent le temps de l'appropriation et s'inscrivent dans la continuité tenant compte du temps long des investissements* ».

Autre consensus, l'eau est un enjeu de société qui concerne tous les acteurs : élus, chercheurs, administrations, entrepreneurs, syndicats, ONG, étudiants, citoyens, juniors et seniors. Pour **Xavier Leflaive**, administrateur principal à la Direction de l'environnement de l'OCDE, il faut mettre en place « *une stratégie de développement qui réconcilie croissance et performance environnementale, prenant en compte la biodiversité, l'énergie et l'agriculture, la dimension sociale et les risques liés à l'eau. Allouer l'eau là où elle crée le plus de valeur, favoriser l'adaptation des infrastructures, diffuser les pratiques innovantes, générer des données robustes sur l'hydrologie et les effets redistributifs. L'eau étant un mauvais instrument pour une politique sociale, mieux vaut compenser les problèmes de coût excessif ou sur la compétitivité par des mesures ciblées. Cela suppose une analyse économique et sociale fine* ».

Le séminaire a également mis en évidence les tensions et limites entre l'innovation technologique consubstantielle, l'économie verte et le principe de précaution. « *L'UIE regroupe 300 entreprises représentant 30.000 emplois, majoritairement du petit cycle de l'eau à vocation internationale afin d'exporter leur savoir-faire et leur technologie* », a notamment expliqué **Didier Haegel**, président de l'Union nationale des industries et entreprises de l'eau et de l'environnement. « *Ce potentiel technologique est confronté à la difficulté de valoriser une innovation dans le cadre très contraignant des procédures du code des marchés publics qui représente la grande majorité des situations pour les entreprises de l'UIE. Une approche bénéfique/risque, mise en place depuis longtemps dans le domaine de l'évaluation scientifique sanitaire ou environnementale, reste à construire dans le cadre des marchés publics, en incluant les contraintes juridiques et économiques* ».

Par ailleurs, la connaissance dans le domaine de l'eau apportée par l'évaluation économique et les approches éco-

systemiques, comme les processus participatifs d'élaboration qui leurs sont associés, restent des instruments et outils pertinents pour éclairer les décisions politiques.

La France, par son histoire et son expérience, dispose d'atouts considérables dans le domaine de la construction des concepts modernes, dans celui des technologies, tout comme dans le domaine des dispositifs institutionnels à l'échelle des territoires. « *Même si l'économie verte n'est pas totalement effective aujourd'hui, on progresse vers sa mise en place* » a notamment observé **Laurent Bouvier**, directeur général adjoint de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse. « *On n'est pas aujourd'hui dans une situation où on internalise totalement les externalités environnementales. Toutefois, on note des progrès et l'Agence de l'eau RMC s'inscrit dans ce mouvement. Lors de l'élaboration de son programme d'action 2013-2018 « Sauvons l'eau », l'Agence de l'eau RMC a placé l'équité entre redevables au cœur de ses préoccupations* ».

## Une retombée des XII<sup>ème</sup> Rencontres de Kenchela montrant l'intérêt du service de relecture

Michel Guinaudeau

Lors des XII<sup>ème</sup> Rencontres organisées par Echanges Méditerranéens à Kenchela en décembre 2011, **Naouel Dali**, enseignante à l'Université de Kenchela, a présenté un travail sur la gestion durable des ressources en eau du bassin versant de Gareat El Tarf.

Dans ce travail, elle s'est efforcée de chiffrer les flux d'eau concernés (prélèvements, consommations, ...) par les différents usages (besoins domestiques, agricoles, industriels) en privilégiant les observations de terrain, les enquêtes auprès des gestionnaires, sur le simple emploi de normes et ratios issus de la littérature.

Dans les Actes des Rencontres, a été publié l'article de **Naouel Dali** ayant servi de base à son intervention. A cette occasion, elle a pu bénéficier, de la part d'Echanges Méditerranéens de conseils et suggestions pour en améliorer la lisibilité et mettre en valeur ses apports. Il s'agissait donc d'une préfiguration du service de relecture mis en place depuis par Echanges Méditerranéens.

Ensuite, et après certaines retouches ultérieures, l'article a été publié par le "Journal of Hydrocarbons Mines and Environmental Research", distinguant ainsi l'intérêt du travail de **Naouel Dali**

### JOURNAL OF HYDROCARBONS MINES AND ENVIRONMENTAL RESEARCH



© Journal of Hydrocarbons Mines and Environmental Research, ISSN: 2107-6510, Volume 3, Issue 2, December 2012, 61-65

#### La gestion durable des ressources en eaux du bassin versant de Gareat El Tarf (hauts plateaux constantinois, Algérie)

Naouel Dali <sup>1,\*</sup>, Derradji Zouini <sup>2</sup> and Nabil Bougherira <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Faculté des Sciences de la vie et de la nature, Département d'écologie, Université Abass Laghrour, 40000 Khenchela, Algeria

<sup>2</sup> Faculté des Sciences de la Terre, Université Badji Mokhtar Annaba BP 12, 23000 Annaba, Algeria

\* Corresponding author: dali.naouel@hotmail.fr (N. Dali)

Received: 15 December 2012 - Accepted: 9 May 2013 - Available online: 9 May 2013

**Résumé:** Le bassin versant de Gareat El Tarf est une entité hydrographique des bassins versants des hauts plateaux constantinois, à l'extrême nord-est algérien, avec une population de 450 000 habitants. Il est marqué par un caractère endoréique sous un climat semi-aride, ce qui met le bassin devant un grand problème en matière d'abondance des ressources en eau. Les ressources souterraines potentielles renouvelables sont estimées à 51,6 hm<sup>3</sup>/an. En outre, on remarque une grande perte des eaux au niveau du réseau d'alimentation en eau potable à 30% et d'irrigation à 40%. Ainsi, même lorsque les besoins en eau ne sont pas excessifs, la demande, par contre, l'est, et sa confrontation avec la ressource disponible se traduit par de fréquentes inadéquations. La stratégie de gestion des ressources en eau mise en place n'est pas efficace pour couvrir les besoins actuels et futurs car elle se focalise sur la mobilisation maximale des ressources en eau. Ces efforts ont atteint à long terme leurs limites, tant physiques qu'économiques. Le scénario le plus adéquat pour assurer un équilibre entre la demande et la ressource en eau disponible à long terme, est lorsqu'on arrive à minimiser les pertes aux différents réseaux dans la gestion de l'offre en eau renouvelable, combinée à la gestion de la demande.

**Mots clés:** Gareat El Tarf, ressource en eau, offre, gestion, demande.

## Brèves

### Échanges Med sur les réseaux sociaux

Comme il a été indiqué dans la lettre actu n°25, une nouvelle démarche de communication a été engagée par le bureau de l'association pour renforcer sa présence dans le monde du net et auprès de ses adhérents et sympathisants dans l'espace méditerranéen et mondial.

Dans cette mesure, des groupes « pages » ont été créés sur plusieurs réseaux :



Le plus grand réseau social professionnel

[http://www.linkedin.com/groups?home=&gid=7412875&trk=anet\\_ug\\_hm](http://www.linkedin.com/groups?home=&gid=7412875&trk=anet_ug_hm)



Réseau principalement francophone

[http://www.viadeo.com/groups/?containerId=0021k4bli64t9feq&ga\\_from=Fu:/hub/listehub/;Fb%3AmyHubs%3Bfe%3Ahub-title](http://www.viadeo.com/groups/?containerId=0021k4bli64t9feq&ga_from=Fu:/hub/listehub/;Fb%3AmyHubs%3Bfe%3Ahub-title)



Réseau à caractères divers

<https://www.facebook.com/groups/EchangesMed/>

Ainsi, vous êtes invités, chers lecteurs, à rejoindre le(s) groupe(s) et éventuellement inviter vos contacts à les rejoindre.

Ces groupes se veulent interactifs et publics. La réussite repose sur la participation de tous et chacun d'entre nous dans l'animation et le partage d'informations touchant aux domaines soulevés par l'association.

### Nouveau président à l'Académie de l'eau :

Lors de l'Assemblée générale de l'Académie de l'eau du 6 décembre 2013, **Serge Lepeltier**, ancien ministre de l'Ecologie et du développement durable, maire de Bourges, a été élu administrateur de l'association puis président par le Conseil d'administration.

Le professeur **Marc Gentilini**, qui avait souhaité transférer sa responsabilité de président a été chaleureusement remercié pour l'ensemble des actions conduites sous sa présidence.

### Journée thématique le vendredi 07/02/2013 à Montpellier de 9h à 15h30 :

#### ***Gestion participative de l'irrigation : Outils ou Alibis ? Quoi de neuf depuis 20 ans ?***

Sous la pression financière et devant des résultats mitigés de l'intervention de l'Etat dans la gestion des périmètres irrigués, les gouvernements tendent à céder ou à imposer la responsabilité et l'autorité de la gestion à des fournisseurs de services de l'eau locaux.

Ce phénomène de délégation touche, depuis les années 90 et sur les 5 continents, l'irrigation communautaire aussi bien que les grands aménagements, en une très grande diversité d'arrangements institutionnels.

Quels sont les retours d'expérience sur plus de deux décennies du transfert de gestion ? Quelle analyse porter sur des réformes publiques qui visent une gestion décentralisée et participative de l'eau agricole ? Cette gestion promue sur la scène internationale par un courant de libéralisme répond-elle réellement à des aspirations locales de davantage de participation de la part de la société civile et des usagers de l'eau ? Quels rôles et quels fonctionnements des associations d'usagers de l'eau en résulte-t-il, et au regard de quelles performances ? Quelles leçons tirer de la participation post-transfert de gestion ? Que nous apprennent les gestions traditionnelles sur les pré-requis d'une participation réussie des usagers dans la gestion de l'eau ?

Le **CO**mité **S**cientifique et **T**echnique **E**au **A**gricole (COSTEA<sup>1</sup>) vous invite à venir débattre de ces questions à l'issue des analyses et retours d'expériences de chercheurs et de professionnels du développement, qui à travers l'étude de situations au Cambodge, en Haïti, au Mali et en Tunisie, nous conduiront à nous interroger sur un panorama mondial de la participation pour la gestion de l'eau d'irrigation.

#### **Participation gratuite mais inscription obligatoire :**

Pour des raisons logistiques, merci de confirmer votre présence sur ce **lien** : <http://doodle.com/72g4xpmtaiziygp7>

<sup>1</sup> Le **CO**mité **S**cientifique et **T**echnique **E**au **A**gricole est un groupe de débats et d'échanges qui réunit un ensemble d'acteurs français et du Sud, de compétences et de métiers divers, ayant pour intérêt commun la question de l'eau agricole dans les pays du Sud, dans toutes ses composantes.



## Parution de la Flore de la France méditerranéenne continentale



FRUIT de plus de dix années de collaboration entre **Jean-Marc Tison** et **Philippe Jauzein**, deux botanistes réputés, et le Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles, cet ouvrage constitue la première synthèse sur la flore vasculaire de la France méditerranéenne continentale.

Cette flore est exhaustive pour la région Languedoc-Roussillon (Aude, Gard, Hérault, Lozère et Pyrénées-Orientales) et intègre la partie méditerranéenne de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var et Vaucluse). Elle traite toutes les plantes vasculaires présentes dans ce territoire, tous les taxons spontanés, naturalisés ou plantés en grand ainsi que les espèces adventices récentes ou historiques. Elle peut être utilisée au-delà de ces limites (sud de la France, Espagne et Italie du Nord). Des clés de détermination dichotomiques permettent d'identifier les 4131 espèces recensées dans la région selon les conceptions taxinomiques les plus récentes (APG III, Angiosperm Phylogeny Group). De nombreuses notes argumentent les choix taxinomiques des auteurs.

Plus de 6 000 dessins au trait appuient les clés de détermination et des planches photographiques en couleurs illustrent les groupes complexes. Chaque espèce fait l'objet d'une description synthétique incluant des précisions sur sa biologie (phénologie, type biologique, etc.), sa chorologie, son indigénat (par département et par région naturelle) et son écologie.

Cette importante synthèse s'adresse à tous les passionnés de nature désirant approfondir l'exploration de la flore méditerranéenne, mais également aux nombreux spécialistes et professionnels de la botanique.

**La Flore de la France méditerranéenne continentale  
est un outil incontournable pour la connaissance  
et la conservation de notre patrimoine naturel.**

**Pour commander :** [www.naturalia-publications.com](http://www.naturalia-publications.com)

**Pour plus d'informations :**

Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles : [www.cbnmed.fr](http://www.cbnmed.fr)

Système d'Information et de Localisation des Espèces Natives et Envahissantes : [www.silene.eu](http://www.silene.eu)

## Mode d'emploi de la « *relecture gratuite de travaux d'étudiants* » proposée par l'association *Échanges Méditerranéens*

Il y a un an notre association mettait en place un service gratuit de relecture de leurs travaux à l'intention des étudiants partageant nos centres d'intérêt (cf. notre lettre n°20 de janvier 2013). Certains de nos adhérents ont veillé à informer les étudiants qu'ils rencontraient. Des premières demandes de relecture nous sont ainsi parvenues, concernant C-V, synthèse et article, lettre de motivation, rapport de stage, thèse,....

Chaque lecteur de notre lettre est aujourd'hui invité à continuer dans cette voie en diffusant le plus largement possible les informations portant à la fois sur notre association et sur ce service de relecture en particulier. Il est en effet important que les étudiants sachent qu'ils peuvent faire appel à nous en confiance.

Un an après le lancement, et sur la base des premières réalisations, on trouvera ici une version actualisée du « mode d'emploi ».

### **Pourquoi cette initiative ?**

Les « Journées d'études » organisées par Échanges Med à l'Université de Khenchela (Algérie) avaient confirmé plusieurs observations importantes pour notre Association :

- De nombreux étudiants des deux rives de la Méditerranée conduisent des études supérieures dans les domaines couverts par notre association.
- Les étudiants, lorsque nous saisissons les occasions de les rencontrer et d'échanger avec eux, manifestent un réel intérêt pour les actions de notre association; ils apprécient notre caractère international, nos expériences pluridisciplinaires, notre attention et notre bienveillance.
- Nous savons que la relecture de leurs travaux répond aux besoins de certains étudiants car plusieurs d'entre nous ont déjà été directement sollicités par des proches. Par ailleurs, d'autres associations organisent ce type de service dans leur réseau (ainsi, à titre d'exemple, l'association des anciens résidents et amis de la Cité internationale universitaire de Paris gère un tel dispositif de relecture pour les étudiants de cette Cité).
- Nous comptons aussi sur les échanges avec les étudiants pour renforcer l'expérience de notre association.

### **Pour quels étudiants ?**

La relecture s'adresse aux étudiants en formation dans les domaines de compétence de l'association Échanges Méditerranéens: ingénierie, eau, forêt et espaces naturels, énergie, agriculture, développement durable.

Le service proposé consiste en la relecture gratuite de travaux rédigés en français ou en arabe. Nous pensons en priorité à des **étudiants qui n'écrivent pas dans leur langue** et qui souhaitent des propositions de correction sur le vocabulaire, l'orthographe et la syntaxe. A noter que les **étudiants écrivant dans leur langue** peuvent aussi demander une relecture dès lors qu'ils en ressentent le besoin. Dans tous les cas, les étudiants pourront aussi recevoir, s'ils le demandent, des suggestions portant plus sur le fond : par exemple, sur des points méritant d'être mieux mis en valeur ou rendus plus clairs.

Onze membres d'Échanges Méditerranéens implantés sur les deux rives de la Méditerranée se sont proposés pour être relecteurs, en français ou en arabe. Ils se sont concertés pour agréer les règles ici exposées.

### **Quels types de travaux d'étudiants ?**

Les travaux d'étudiants qui sont attendus sont avant tout des mémoires, articles, études ou rapports (de stages, de projets, d'activités,...), éventuellement même des thèses. Sur la base des demandes de la première année, très diverses, on peut retenir que **tout document est recevable**, même s'il s'agit seulement d'une partie d'un travail en chantier, **dès lors que la présentation du document proposé à la relecture est presque définitive**.

### **Que fait l'étudiant ?**

L'étudiant adresse un message au « guichet » ([echmed.relecture@surfle.net](mailto:echmed.relecture@surfle.net))<sup>2</sup>. Il indique les **informations indispensables** (nature du document, nombre de pages, délai souhaité) et il joint si possible une ou deux pages du document à relire à titre d'échantillon.

Dans le délai d'une semaine, le collègue chargé du guichet donne à l'étudiant une **réponse**. Dans le cas général, cette réponse indiquera les coordonnées du relecteur et l'engagement sur les délais. **Les contacts se feront alors directement entre l'étudiant et le relecteur volontaire**, avec copie systématique pour information au « guichet ».

<sup>2</sup> Il s'agit d'une nouvelle adresse, ouverte en 2014.

Le service est totalement gratuit ; Nous demandons seulement en retour aux étudiants de s'intéresser à notre association, de la faire connaître autour d'eux, et de choisir éventuellement de nous rejoindre un jour en devenant membres d'Échanges Méditerranéens.

### **Les garanties données à l'étudiant par le relecteur?**

- Le relecteur, membre d'Echanges Méditerranéens, est volontaire pour ce **travail totalement bénévole**.
- Il s'engage à assurer avec **responsabilité, sérieux et bienveillance** la relecture qu'il a accepté de mener.
- Il préserve la **totale confidentialité** de tous les renseignements ou documents qui lui sont soumis pour relecture.
- Il veille au **respect des délais** convenus avec l'étudiant. En cas d'empêchement inopiné, le relecteur informe le plus rapidement possible ses collègues par l'intermédiaire du « *guichet* » afin qu'une solution soit proposée à l'étudiant.
- Il veille à **proposer « en mode corrections apparentes » les suggestions d'amélioration de forme** du document relu (vocabulaire, orthographe, syntaxe), afin que l'étudiant puisse facilement les prendre ou non à son compte. **Si l'étudiant l'a demandé, le relecteur peut faire des suggestions allant au-delà des questions de forme** en veillant cependant à ne pas sortir de son rôle de relecture.

# ANNEE 2014 - BULLETIN D'ADHESION

à " ECHANGES MEDITERRANEENS " (S.V.P. remplir en majuscules)

M.  Mme  Mlle .....  
 ou appellation de l'Association .....  
 ou appellation de l'Entreprise .....  
 Adresse.....N° .....  
 Rue.....  
 Code Postal.....Ville..... Pays.....  
 Tél.....e-mail .....



**2014**  
**ADHESION ANNUELLE**

Cotisation	Personne Physique	Personne Morale
<input type="checkbox"/> Membre actif	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 15 € (jeune –ingénieur < 30 ans) <input type="checkbox"/> 10 € (ingénieur-élève ou étudiant)	<input type="checkbox"/> 100 € (association) <input type="checkbox"/> 200 € (entreprise)
<input type="checkbox"/> Membre donateur	<input type="checkbox"/> à partir de 200 €	<input type="checkbox"/> à partir de 1000 €

**Bulletin d'adhésion à renvoyer avec votre chèque libellé à l'ordre  
d'Echanges Méditerranéens  
à**

**Philippe de QUATREBARBES**  
 Trésorier  
**Echanges Méditerranéens**  
 19, Avenue du Maine  
 75732 PARIS Cedex 15  
[philippe.de-quatrebarbes@orange.fr](mailto:philippe.de-quatrebarbes@orange.fr)